

Vu ce 3/4/06

LHL

N° 17 /CA du Répertoire

N° 2001-137/CA du Greffe

Arrêt du 19 février 2004

Affaire : LOKO LOKOSSOU C. Paul
C/
PREFET ATLANTIQUE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la lettre en date, à Cotonou, du 14 novembre 2001, enregistrée au greffe de la Cour suprême le 22 novembre 2001 sous le numéro 1242/GCS, par laquelle monsieur Paul LOKO LOKOSSOU, administrateur civil, 04 BP. 0152-Cotonou, a introduit un recours en annulation de la décision implicite du préfet de l'Atlantique de rejeter sa demande de recasement d'une parcelle lui appartenant et enregistrée sous le numéro 1829 G dans le secteur 3 d'Agla à Cotonou ;

Vu la correspondance en date, à Cotonou, du 8 novembre 2002, enregistrée au greffe de la Cour le 18 novembre 2002, sous le numéro 1065/GCS, par laquelle le requérant a demandé la « suspension de procédure » du recours dont il a saisi la Cour le 14 novembre 2001 ;

Vu la consignation constatée par le reçu n° 2257 du 17 décembre 2001 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Joachim G. AKPAKA** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;



Notifié 1^{er} mars 2004-2341/GCS du 15/06/2006
au PG 122925-GCS du 18/7/2006.

[Handwritten signatures and initials in blue ink]

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par convention n° 0951/CUC/DAD/96 établie par le Chef de la Circonscription Urbaine de Cotonou le 09 octobre 1996, le sieur Laurent GANSE GNONLONFOUN a vendu au sieur Paul LOKO LOKOSSOU, au prix d'un million trois cent mille francs, une parcelle située à Agla (Cotonou) relevée à l'état des lieux sous le n° 1829 G et ayant une superficie de 523 m² ;

Que ladite parcelle ayant été déclarée sinistrée par la commission de recasement au cours de ses travaux en septembre 1999, et qu'aucune suite favorable n'ayant été réservée à ses multiples demandes de recasement adressées à l'administration, le requérant demande à la Cour d'annuler le refus implicite du préfet de l'Atlantique, de procéder audit recasement et de condamner l'administration à lui payer ses dommages-intérêts ;

Considérant que suite à son recours en annulation, monsieur Paul LOKO LOKOSSOU a également saisi la Cour d'une demande de « suspension de procédure » concernant ledit recours ;

Que dans sa lettre du 08 novembre 2002 par laquelle il informait la Cour de cette dernière demande, il précisait que les autorités de la préfecture de l'atlantique venaient de lui « proposer une autre parcelle en remplacement dans le lot 3277 » et qu'il venait « de donner son consentement » ;

Considérant qu'une telle demande de suspension de procédure consiste en une demande de désistement d'instance, dans la mesure où le requérant ayant obtenu satisfaction de la part de l'administration, a préféré ne plus poursuivre la procédure engagée devant la Haute Juridiction ;

Que, dans cette condition, il y a lieu de donner, au requérant, acte de son désistement d'instance ;

PAR CES MOTIFS :

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est donné acte à Monsieur LOKO LOKOSSOU Paul de son désistement d'instance.

Article 2 : les dépens sont mis à la charge du Trésor Public.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA,

PRESIDENT ;

Joachim AKPAKA

ET

Eliane PADONOU

}
{
}

CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix neuf février deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de **Geneviève GBEDO,**

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur

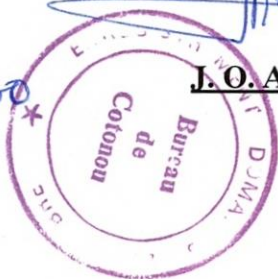
J.O. ASSOGBA.-

J. G. AKPAKA.-

Le Greffier,

G. GBEDO.-

DE = Gratis
Enregistré à Cotonou le 27/6/05
Fo 01 Casc 2897-2
Reçu Gratis
L'inspecteur de l'Enregistrement
Antoinette L. AGO



100

